

EN RUSSIE

Protestation pacifiste

Malgré la censure et les risques de perte d'emplois, de destruction des médias indépendants et d'emprisonnement pour ceux qui protestent, et malgré le contrôle des médias grand public par le gouvernement russe, les mobilisations du mouvement pacifiste en Russie se multiplient contre l'agression de son gouvernement en Ukraine.

L'opération spéciale (puisque'il est interdit en Russie de prononcer le mot « guerre ») menée par les forces russes a surpris le peuple russe. Beaucoup de Russes qui ont des liens étroits en Ukraine ont spontanément participé à des manifestations dans les grandes villes du pays.

Interpellations des manifestants

Les forces de police ont procédé à de nombreuses interpellations lorsque les manifestants tenaient des pancartes anti-guerres. Début avril, il était estimé qu'environ 15 000 Russes avaient été interpellés. Une nouvelle loi adoptée à la va vite a considérablement aggravé les peines pouvant être prononcées avec des durées allant théoriquement

criant « Arrêtez la guerre », la journaliste a brandi courageusement une pancarte disant « Non à la guerre, ne croyez pas à la propagande, ici on vous ment, les Russes contre la guerre ». Elle est arrêtée, condamnée à une amende d'environ 250€ pour infraction administrative pour avoir publié une vidéo sur les réseaux sociaux où elle expliquait que l'agresseur est la Russie et elle déplorait que la propagande du Kremlin ait transformé le peuple russe en zombies et l'ait entraîné dans une guerre fratricide avec l'Ukraine. Elle a été arrêtée puis relâchée, dans l'attente d'un jugement pour non-respect de la récente loi sur la « propagation de fausses informations sur l'utilisation des forces armées russes », qui pourrait lui valoir jusqu'à quinze ans de prison.



Marina Ovsyannikova brandit une pancarte antiguerre pendant le JT de la première chaîne de télévision russe.

jusqu'à quinze ans de prison pour des Russes qui propageraient des « fausses nouvelles » portant atteinte à la Russie.

Appels à la fin de la guerre

Si plus de la moitié de la population soutient cette opération spéciale des forces russes en Ukraine qui vise officiellement à démilitariser et dénazifier l'Ukraine, les milieux urbains aisés et des intellectuels ont protesté. Il y a, par exemple, cette pétition des universitaires de l'Université d'État Lomonossov de Moscou qui a récolté six-cents-cinquante signatures notamment d'enseignants-chercheurs pour appeler à la fin de la guerre.

Dans le milieu des Médias, on note des tentatives de dénoncer la propagande d'État. On retiendra la protestation courageuse de Marina Ovsyannikova, productrice de l'émission *Vremia* (le temps) et journaliste russe de *Pervyi canal* (Première chaîne publique de la télévision russe). Durant le Journal télévisé (JT) de 20h, en direct le 14 mars 2022, en

Protestations contre la censure

On notera aussi les tentatives de journaux indépendants d'essayer de porter des messages alternatifs, comme *Novaïa Gazeta* (Nouveau journal) dont il faut rappeler que six journalistes ont été assassinés depuis 2000, dont Anna Politkovskaïa (1958-2006) et Natalia Estemirova (1958-2009). Devant les pressions, la direction du journal a décidé de suspendre sa publication à partir du 28 mars 2022, et ce jusqu'à la fin de l'opération spéciale russe en Ukraine.

Dans la Russie de Vladimir Poutine, il est devenu compliqué de manifester et de protester. C'est parfois avec humour que les Russes tentent de protester en relayant par exemple la couverture de « Guerre et Paix », renommée « Opération spéciale et paix » ou en brandissant des pancartes blanches sans aucune indication pour protester contre la censure.

Camille Noûs

UNE HISTOIRE DÉJÀ LONGUE

Perspectives de paix en Ukraine

N'en déplaise au lobby militaro-industriel français, l'arrêt des ventes et des livraisons d'armes est essentiel pour promouvoir la paix. Cette guerre d'Ukraine tue des Humains, militaires comme civils. Comme toutes les autres, elle est sale. Des crimes sont commis de part et d'autre contre les civils et les prisonniers de guerre. On ne fait pas la paix en faisant la guerre.

Il est certain qu'hélas beaucoup d'acteurs ont intérêt à la guerre, soit pour des facteurs économiques (lobby militaro-industriel, réarmement des pays de l'OTAN), soit stratégiques (États Unis affaiblissant économiquement l'Union Européenne), soit démographiques, idéologiques ou pour le contrôle des ressources.

Des réfugié(e)s bien formé(e)s et très attendu(e)s

Au moins une dizaine de millions de réfugiés sont attendus en Europe, pour moitié des femmes diplômées et généralement de milieu plutôt aisé (ce sont les premières à pouvoir fuir l'Ukraine) et pour moitié des enfants, qui arrivent à point dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie en déficit de population jeune. De plus, l'Ukraine a une population qui permet aussi de pallier la faible natalité en Russie. Idéologiquement, on accepte plus facilement des réfugiés qui nous ressemblent, chrétiennes et blanches, selon la propension européenne au repli sur soi et au nationalisme. Les ressources à contrôler à terme sont nombreuses. La Russie et l'Ukraine sont respectivement troisième et quatrième producteurs mondiaux de blé, mais aussi de maïs, de tournesol, ce qui compte pour une planète de huit milliards d'habitants. Le Donbass industriel et minier représentait 25% du PIB de l'Ukraine avant 2014. D'un point de vue technologique, chaque bombe, chaque drone, chaque système militaire utilisé en direct, scruté par les dirigeants du reste de la planète, permettra de promouvoir des ventes d'armes.

Il y a donc énormément d'acteurs politiques, militaires ou économiques qui ont des intérêts dans cette guerre qui tombe à point

nommé après la quasi-fin des guerres en Syrie et en Afghanistan.

La guerre n'est pas la solution, la prolongation du conflit causera plus de morts, plus de destruction. Une bonne guerre n'est pas préférable à une mauvaise paix. Il est important aussi de pointer du doigt que l'augmentation des budgets militaires est malvenue pour répondre aux défis que l'Europe et notre pays ont à mener en particulier pour le changement climatique, le développement durable, le progrès social et le bien-être de nos populations.

Des sanctions contreproductives

Il est important également de sortir de l'impasse des sanctions qui pèsent lourd sur les peuples russes comme européens. La logique développée par les États Unis ou le Royaume Uni, faiblement dépendants de la Russie énergétiquement et faiblement liés économiquement à la Russie, affaiblit les Pays de l'UE, en particulier la France et l'Allemagne, avec cette logique de ventes d'armes et du gaz de schiste. Les sanctions frappent de manière indiscriminée la population russe. Elles ne vont que renforcer le pouvoir en place. Prétendre que les Russes vont se soulever contre le pouvoir en Russie est un mensonge. En effet, la résilience du peuple russe est bien plus grande que celle des populations occidentales vis à vis des sanctions et contre-sanctions, pour ce peuple qui a vécu dans le dénuement le plus total dans les années quatre-vingt-dix après la chute de l'Union Soviétique.

Plus la guerre durera, plus les plaies seront présentes et plus les solutions seront compliquées à mettre en œuvre pour avancer dans un monde de Paix et de développement du-

nable. Il est urgent de tout mettre en œuvre pour sortir de la logique de guerre que les médias et le gouvernement favorisent en jouant sur l'émotionnel.

Négociier sur les bases des accords de Minsk

Il conviendrait de se baser sur le respect des accords de Minsk de 2015, en mettant à jour le cas échéant les territoires concernés par ces accords. Ces accords parrainés par la France, l'Allemagne et la Russie imposaient notamment de la part de l'Ukraine de modifier sa constitution et de concéder une large autonomie aux régions séparatistes de Lougansk et de Donetsk. Hélas le président Zelenski, élu en 2019 pour faire la paix n'a pas tenu ses promesses et a au contraire poursuivi par exemple une politique d'interdiction des médias russophones. Plus que jamais, il faut sortir de cette logique de guerre débutée en février 2022, qui s'inscrit dans la suite de la guerre civile dans le Donbass débutée par les forces ukrainiennes en mai 2014 : des Ukrainiens ont pris les armes contre les autorités issues du coup d'État de Maidan à Kiev en février 2014 qui agrégeaient des partis politiques de droite et d'extrême droite. Durant cette guerre civile de huit ans, l'Occident et la Russie n'étaient pas cobelligérants mais ils ont soutenu économiquement et militairement un camp contre un autre jusqu'à l'intervention directe de la Russie en 2022. L'Ukraine n'a certainement pas d'autre choix que d'adopter à terme un statut neutre, impliquant de ne pas rejoindre l'OTAN, et devra probablement à terme renoncer à la Crimée russe et au Donbass.

Camille Noûs